87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
75010 Paris
10 rue des Francs-Bourgeois
67000 STRASBOURG

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Mercredi 15 juin 2016
Courriel Bas-Rhin :
poi67@laposte.net
Site Internet de la Fédération 67 :
http://poi67.no-ip.org

Communiqué du bureau national du POI

Menaces contre les libertés syndicales et démocratiques

Un million de travailleurs ont de nouveau manifesté à Paris le 14 juin pour exiger le retrait de la loi Travail, à l'appel des confédérations syndicales CGT et FO, avec la FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse UNEF, UNL Fidl.

Depuis plusieurs jours, le gouvernement affirmait que cette mobilisation n'avait plus lieu d'être, et prétendait que, d'ailleurs, le mouvement s'essoufflait.

Les déclarations s'étaient multipliées sur le thème : avec l'Euro de foot, il faut arrêter.

La tension provoquée dans le pays par la politique du gouvernement, et l'annonce de violences de nouveau prévues pour la manifestation du 14 juin, ont été également utilisées pour tenter de dissuader les travailleurs de participer à ces mobilisations.

Malgré ces pressions et cette campagne, malgré les menaces et les provocations, la détermination et l'acharnement des travailleurs qui ne veulent rien lâcher se sont exprimés une nouvelle fois, avec force, dans cette journée du 14 juin où la classe ouvrière s'est rassemblée avec ses organisations.

Face à cette détermination, et constatant l'impasse dans laquelle il s'est plongé en refusant de se plier aux revendications de la majorité, le gouvernement a choisi de s'engager dans une spirale dangereuse.

Le 15 juin, Manuel Valls somme les organisations syndicales *« de ne plus organiser ce type de manifestations sur Paris (…). Au cas par cas, car vous savez que l'on ne peut pas prononcer une interdiction générale, nous prendrons nos responsabilités. »*

Le même jour, au conseil des ministres, Hollande indique : *« A un moment où la France accueille l'Euro, où elle fait face au terrorisme, il ne pourra plus y avoir d'autorisation de manifestation si les conditions de la préservation des biens et des personnes et des biens publics ne sont pas garanties. »*

Ce gouvernement, qui a décrété l'état d'urgence, qui a eu recours à plusieurs reprises aux mécanismes les plus antidémocratiques de la Ve République pour imposer sa politique contre ses propres partisans avec l'article 49.3, joue aujourd'hui de la provocation pour interdire les manifestations.

Ce gouvernement rejeté, isolé, aux abois, soutenu par le seul Laurent Berger, dirigeant de la CFDT, est prêt à tout, y compris aux pires aventures. Il vient de franchir un nouveau pas en menaçant de s'attaquer aux libertés syndicales et aux libertés démocratiques.

Le bureau national du POI dénonce l'atteinte à la démocratie contenue dans les dernières déclarations du gouvernement.

Nous réaffirmons que la seule issue sur le terrain de la démocratie, en opposition à toute dérive autoritaire, c'est le retrait de la loi Travail.

Paris,
le 15 juin 2016